



Dans le cadre du Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe

Vers des processus électoraux fiables et inclusifs : Le rôle des observateurs

28 (après-midi) – 29 (journée) avril 2026



Paris, OCDE, 2 rue André Pascal, 75016 Paris (16e arrondissement), salle CC12

Modérateur de l'événement : **David Eades**, animateur de la conférence, ancien correspondant et présentateur de BBC Europe

Format : Ce débat conjoint est conçu comme un échange interactif entre praticien·nes et expert·es. Plutôt que des discours formels, chaque session comprendra une brève introduction par un orateur ou une oratrice principale, suivie de deux intervenant·es, avant de donner la parole aux autres participant·es. Afin de faciliter la modération et de veiller à ce que le plus large éventail possible de points de vue et de parties prenantes contribue à la discussion, les participant·es souhaitant prendre la parole peuvent en informer les organisateurs à l'avance à l'adresse suivante : congress.elections@coe.int.

Mardi 28 avril 2026

13h30-14h15 | Enregistrement et café de bienvenue

14h30-15h00 | Déclarations liminaires

- **Petra Bayr**, Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- **Gunn Marit Helgesen**, Présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe
- **Marta Cartabia**, Présidente de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe

15h00-16h30 | Session I : Cadres juridiques pour l'observation nationale et internationale des élections – Garanties, lacunes et bonnes pratiques

Quelles garanties juridiques minimales les cadres nationaux devraient-ils prévoir pour assurer une observation effective et crédible des élections par les observateurs nationaux et internationaux ?



Cette initiative est une contribution au

Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe

Thèmes clés :

- Garanties juridiques pour l'accès, l'accréditation et la protection des observateurs nationaux et internationaux
- Différences et complémentarités entre l'observation nationale et internationale dans les cadres juridiques nationaux
- Concilier transparence et sécurité électorale
- Statut juridique et protection des observateurs nationaux en vertu des lois nationales et des amendements récents

Président : Stewart Dickson, vice-président du Conseil des élections démocratiques, membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe (Royaume-Uni)

Orateur principal : Oliver Kask, membre suppléant de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe au titre de l'Estonie, rapporteur du rapport de 2024 de la Commission de Venise sur « Les observateurs électoraux en tant que défenseurs des droits humains »

Intervenant·es :

- **Zofia Lutkiewicz**, présidente de la Fondation pour la responsabilité politique (Pologne), membre du Bureau de la Plateforme européenne pour les élections démocratiques (EPDE) et du Réseau mondial des observateurs électoraux nationaux (GNDEM)
- **Rasa Nedeljkov**, Directeur de programme, CRTA (Serbie)

Q&R / Discussion

16h30

Photo de groupe

17h00-18h30

Réception

Mercredi 29 avril 2026

8h30-9h15 | Café de bienvenue

09h30-11h00 | Session II : Sécurité et défis opérationnels dans l'observation des élections

Comment les observateurs électoraux peuvent-ils travailler efficacement dans des environnements de plus en plus difficiles tout en garantissant leur sécurité, leur accès et l'intégrité du processus d'observation ?

Thèmes clés :

- Sûreté et sécurité des observateurs en temps de conflit, de crise et de polarisation politique
- Accès à des zones éloignées ou politiquement sensibles et restreintes
- Observer le vote à l'extérieur du pays et le vote de la diaspora
- Ingérence étrangère, menaces numériques et défis en matière de protection des données affectant l'observation électorale

Président : Srdjan Darmanović, vice-président du Conseil des élections démocratiques, membre de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe au titre du Monténégro

Oratrice principale : Meaghan Fitzgerald, cheffe du département des élections du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH)



Cette initiative est une contribution au

Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe

Intervenant·es :

- **Nicolae Panfil**, directeur du Programme de suivi des processus démocratiques à Promo-LEX (République de Moldova)
- **Holly Ruthrauff**, cheffe d'équipe, Observation électorale et soutien à la démocratie (EODS) (Royaume-Uni)

Q&R / Discussion

11h00-11h30 | Pause-café

11h30-13h00 | Session III : Favoriser la coopération pour renforcer l'intégrité électorale et la confiance du public

Comment les acteurs de l'observation électorale peuvent-ils se coordonner plus efficacement pour renforcer la crédibilité, la confiance du public et l'impact de leurs conclusions ?

Thèmes clés :

- Assurer la complémentarité et éviter les doublons entre les missions d'observation internationales
- Coopération entre les partenaires de la MIOE
- Stratégies de communication : déclarations communes, messages publics et interventions dans les médias
- Renforcer la confiance et la coopération avec les observateurs nationaux et les acteurs politiques
- Prévenir l'utilisation abusive de l'observation électorale, y compris les faux observateurs

Président : Lord David Blencathra, président de l'Alliance parlementaire pour des élections libres et équitables, membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Royaume-Uni)

Oratrice principale : Stefanie Schiffer, directrice d'European Exchange, présidente du Bureau de la Plateforme européenne pour les élections démocratiques (EPDE)

Intervenant·es :

- **Zlatko Vujović**, directeur exécutif du Réseau européen des organisations d'observation des élections (ENEMO)
- **Riccardo Chelleri**, Conseiller électoral principal, Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Q&R / Discussion

13h00-14h30 | Pause déjeuner

14h30-16h00 | Session IV : L'avenir : actions prioritaires

Quelles mesures concrètes les gouvernements, les organes d'administration des élections et les acteurs de l'observation peuvent-ils prendre pour mieux protéger les droits juridiques et opérationnels des observateurs et renforcer la confiance dans les processus électoraux ? Quel rôle pour le Conseil de l'Europe ?



Cette initiative est une contribution au

Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe

Thèmes clés :

- Renforcer les garanties juridiques pour l'observation des élections en encourageant les États membres à adopter ou à mettre à jour une législation qui protège clairement les droits des observateurs nationaux et internationaux, y compris concernant l'accès, l'accréditation et la liberté de circulation
- Mettre en place des mécanismes pour prévenir et combattre les actes d'intimidation, le harcèlement ou les restrictions administratives affectant les observateurs électoraux
- Renforcer le dialogue et l'interaction entre les organes d'administration des élections, les organisations d'observateurs nationaux et les missions internationales tout au long du cycle électoral
- Élaborer des normes, des codes de conduite et des programmes de formation pour favoriser une observation professionnelle et crédible des élections
- Assurer un suivi efficace des recommandations issues des observations électorales et promouvoir des réformes électorales basées sur les résultats des observations

Président : Niklas Wilhelmsson, vice-président du Comité directeur sur la démocratie (CDDEM), Chef de l'unité Démocratie et élections, Département pour la démocratie et le droit public du ministère de la Justice de Finlande

Orateur principal : Rast'o Kužel, rapporteur général du débat, directeur exécutif de MEMO98

Intervenant·es :

- **Konstantinos Koukas**, Congress Bureau Rapporteur for the New Democratic Pact for Europe, Président de la Chambre des pouvoirs locaux du Congrès (Grèce)
- **Beata Martin-Rozumilowicz**, experte internationale pour les élections (Royaume-Uni)

Q&R / Discussion

16h00-16h30 | Pause-café

16h30-17h15 | Session de clôture : L'appel à l'action de Paris sur l'observation des élections

Présentation de l'« Appel à l'action »

Observations finales

- **Pablo Hispán**, président du Conseil des élections démocratiques, membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Espagne)
- **Stewart Dickson**, vice-président du Conseil des élections démocratiques, membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe (Royaume-Uni)
- **Srdjan Darmanović**, vice-président du Conseil des élections démocratiques, membre de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe au titre du Monténégro

Pourquoi un Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe ?

Le recul démocratique, la désinformation, l'impunité et l'autoritarisme fragilisent la démocratie en Europe. Les citoyennes et citoyens ressentent une peur et une frustration croissantes. Cette situation survient à un moment où la sécurité démocratique, c'est-à-dire la résilience de nos institutions, de nos libertés et de nos valeurs, constitue notre première ligne de défense face aux menaces actuelles. La réponse doit être collective. Il n'existe pas de solution miracle. Avec le Nouveau Pacte Démocratique, le Conseil de l'Europe s'allie à ses partenaires pour faire évoluer les solutions existantes et en imaginer de nouvelles. Pour les identifier, un vaste processus de consultation est indispensable. Le Pacte se veut un processus collectif et inclusif. Il ne s'agit pas de réinventer la démocratie, mais de consolider ses fondations, d'en maximiser les bénéfices et d'en réinventer les formes, afin de la rendre concrète pour toutes et tous, en particulier les jeunes générations. Les orientations définies durant la phase de consultation au cours de l'année 2026 façonneront les travaux à venir.

Cette initiative est une contribution au

Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe

